



La lettre d'ENSEMBLE!

<https://www.ensemble-mouvement.com>

Censurons le Gouvernement !

Contre les verrous autoritaires de la 5^{ème} République, contre un gouvernement qui impose ses lois sans vote (49-3), oui la censure est indispensable.

Elle doit devenir le résultat d'un mouvement majoritaire dans le pays, dans les mobilisations sociales, dans l'Assemblée nationale.

Les grèves pour les salaires se succèdent avec les syndicats unis (18 octobre), soutenues par la NUPES (Marche du 16 octobre). Elles peuvent devenir un mouvement porteur d'alternative politique.

Il est inadmissible que celles et ceux qui produisent les richesses n'aient pas un pouvoir sur sa gestion.

Pour consolider les services publics, la Sécurité sociale, les retraites et l'assurance-chômage. Pour le bien de tous et pas pour une minorité de possédants. Rassemblons-nous ! Multiplions les assemblées populaires, avec la NUPES, les syndicalistes, les grévistes. Faisons signer la pétition pour imposer la taxation des superprofits capitalistes. Avec nos député-es, les territoires de gauche ou écologistes, imposons une rupture et une transition démocratique, sociale, écologique.

Réforme des Lycées Pros : un enjeu social

Ou comment les réformes de Macron vont toutes dans le même sens : donner encore plus de pouvoir aux entreprises, diviser les salariés, augmenter les inégalités, favoriser « les premiers de cordée » et que les autres se débrouillent !

Alors que la France fait face à une pénurie de main-d'œuvre, alors que beaucoup de salarié-e-s préfèrent démissionner plutôt que faire des boulots mal payés, dans des conditions difficiles qui ne leur permettent pas de faire correctement leurs tâches, alors que beaucoup ne trouvent plus de sens à leur travail, ce gouvernement veut transformer les lycées professionnels de l'Éducation Nationale, de l'Agriculture et de la Mer pour les « rapprocher »- les faire disparaître à moyen terme- de l'Apprentissage. **La double tutelle** Ministère de l'EN et Ministère du Travail est un signe qui ne trompe personne.

Depuis longtemps, les lycées professionnels sont souvent considérés, par les élèves, les parents, voire des enseignant-e-s, comme des voies de garage. Certes, le bac pro n'a pas permis autant que souhaitées des poursuites d'études mais est-ce une raison pour abandonner cet objectif de démocratisation et d'émancipation ?

La diminution des horaires d'enseignement général mais aussi celle des matières professionnelles-remplacées par les stages ne vont pas permettre aux élèves le plus souvent issu-e-s des milieux populaires de bénéficier, de culture générale, de développer leur esprit critique de pouvoir faire des choix qui sont offerts aux élèves de lycées généraux. Ils- ne connaîtront qu'un seul modèle celui de l'entreprise où ils-elles auront fait leurs stages si ils ou elles en trouvent ! On sait très bien que la recherche de stages est beaucoup plus difficile pour les filles et les jeunes issu-e-s de l'immigration !

D'autre part quel va être le statut des « élèves en stage » par rapport aux apprentis, aux personnels salariés ?

De plus, les formations seront directement décidées au prisme des besoins locaux de main d'œuvre - souvent des métiers en tension à un moment X pour la plupart en raison de leurs conditions salariales et de travail déplorables - alors qu'il faudrait au contraire développer des filières de formation répondant, aux besoins écologiques de produire et de consommer autrement, aux enjeux sociaux causés par le vieillissement de la population ou à l'accompagnement du handicap et aux besoins de qualification indispensables pour permettre des mutations à long terme.

Une vraie réforme des bacs pros devraient passer non par l'augmentation des stages mais par une requalification d'un bon nombre de métiers- particulièrement les métiers féminisés- tant au niveau salaire que conditions de travail et permettre aux élèves d'atteindre ces qualifications plutôt que de leur faire jouer- dans la plupart des cas un rôle de « bouche trou » dans les entreprises.

Ce qui est visé dans la réforme actuelle c'est l'employabilité immédiate, avec un pré-supposé idéologique que les entreprises formeraient mieux que l'École, sans aucune visée émancipatrice pour toute une partie de la jeunesse.

Les personnels des lycées pros avec leurs organisations syndicales se sont fortement mobilisés le 18 octobre . Ils appellent à une nouvelle journée de grève et de mobilisation le jeudi 17 novembre.

Iran : une situation prérévolutionnaire ?

L'Iran, depuis le 16 septembre, est touché par une contestation qui, selon certains, serait la plus radicale depuis la révolution islamique de 1979, qui avait conféré aux religieux la primauté sur le pouvoir politique.

Des contestations ont ébranlé le régime depuis une quinzaine d'années, mais la répression en a toujours triomphé, que ce soit en 2009 contre Ahmadinejad, contre la vie chère en 2017, contre la hausse du prix des carburants en 2019...). Ces manifestations ont été généralement le fait de groupes sociaux particuliers : classes moyennes des grandes villes en 2009, classes populaires issues des campagnes, des petites villes ou des banlieues pauvres en 2017 et 2019.

La situation de 2022 est différente : tout est parti du meurtre d'une jeune femme kurde à Téhéran le 16 septembre. Zhina Mahsa Amini a été contrôlée à la sortie d'une station de métro par la police des mœurs le 13 septembre car elle ne portait pas « correctement » son *hijab* (voile). Arrêtée et tabassée, elle décède trois jours plus tard. Le jour de ses funérailles, le 17 octobre, les premières manifestations ont lieu, elles se développent dans les jours suivants au Kurdistan et à Téhéran, puis dans tout le pays ; les manifestant.es reprennent le slogan féministe *Jin, Jiyan, Azadî* (« Femme ! Vie ! Liberté ! »), ainsi que « Mort au dictateur ». Certaines femmes se coupent une mèche de cheveux, enlèvent leur *hijab* et parfois le brûlent. La répression policière a fait au moins 150 morts, des centaines de blessés, des milliers d'arrestations, mais les manifestations continuent. Toutes les catégories sociales y participent, la jeunesse est dominante dans ce pays jeune entièrement scolarisé où les universités accueillent plus de 4 millions d'étudiant.es, très majoritairement des femmes. Un mouvement de soutien se développe en Iran (artistes, comédiens, sportifs...); des manifestations sont organisées dans de nombreux pays, particulièrement là où une diaspora iranienne est présente...

Le 3 octobre, le Guide de la Révolution, Ali Khamenei, accuse les EU, le « régime sioniste » et les traîtres de l'étranger d'être responsables de la situation !

Ce que nous disent ces manifestant.es, c'est d'abord l'expression du ras-le-bol de l'instrumentalisation de l'islam à des fins politiques depuis plus de 40 ans. Aujourd'hui, beaucoup de femmes, en particulier les jeunes, ne veulent plus de l'obligation du voile, et du renforcement des contrôles par la police des mœurs. Mais, cela ne veut pas dire que le rejet du port du voile soit massif chez les Iraniennes, c'est l'obligation qui est rejetée. Ras-le-bol aussi du patriarcat et de l'impossibilité pour les jeunes femmes de choisir leur vie. Mais Zhina Mahsa Amini n'a pas été assassinée seulement parce qu'elle ne portait pas « correctement » son voile. Elle l'a été aussi parce qu'appartenant à la minorité Kurden et ne faisant pas partie de la classe supérieure... Cette pluralité des lectures du meurtre de Zhina permet à différents groupes sociaux de se reconnaître en elle et de porter des revendications unifiantes sur la fin des discriminations, l'égalité, la démocratie, la liberté.

Ces revendications des femmes iraniennes sont nôtres, leur combat est le nôtre.



Extrait d'un article de Jacques Fontaine à lire intégralement sur le site d'ENSEMBLE ! www.ensemble-mouvement.com



Il y a 40 ans, Sabra et Chatila : ne pas oublier, jamais.

C'était il y a 40 ans. L'été se terminait. La présence de l'OLP au Liban venait de prendre fin. L'héroïque résistance des commandos palestiniens avait duré suffisamment pour permettre la mise en place d'une force d'interposition franco-italo-étasunienne : la direction de l'OLP et ses forces militaires ont pu quitter le Liban avant le 1^{er} septembre. Le plan du criminel Sharon « éliminer tous les terroristes » (c.à.d. la direction de l'OLP) n'a pas réussi.

Le 15 septembre (lendemain de l'assassinat du président libanais Béchar Gemayel par un Libanais pro-syrien), Israël, reniant ses engagements, envoie son armée dans Beyrouth-Ouest où se situent les camps de Sabra et Chatila : du 16 au 18 septembre, des milliers de civils palestiniens désarmés sont massacrés par les milices libanaises d'extrême droite (phalanges), sous l'œil complaisant des soldats israéliens. (cf Jean Genet : *Quatre heures à Chatila*).

La complicité passive était évidente. Mais n'était-ce que de la complicité passive ? L'ouverture progressive d'archives israéliennes et leur publication montre que cette complicité allait bien au-delà : les massacres de Sabra et Chatila (comme bien d'autres de Deir Yassine à Boutcha) ne sont pas des « *vengeances spontanées* » mais « *des plans stratégiques prémédités* » (Leila Shahid, citée par D. Vidal).

Et j'emprunte une phrase à Dominique Vidal (Médiapart, 14-09-2022) pour conclure : « *Face à l'Histoire, Israël ne pourra plus dissimuler ses responsabilités, indirectes ET directes, dans ce massacre à caractère génocidaire* ».

La mémoire de ce crime nous rappelle notre devoir de solidarité à l'égard du peuple palestinien, toujours opprimé 40 ans après.

Jacques Fontaine, 19-09-2022